



COORDINATION SUD

RASSEMBLER & AGIR
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



NOTE D'ANALYSE
COMMISSION ODD

LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030 EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Juillet 2022

Coordination SUD est la plate-forme nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble plus de 180 ONG, adhérents directs ou au travers de ses six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Elles mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées, ainsi que des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et de plaidoyer. Coordination SUD assure quatre missions : la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde ; la défense et la promotion des ONG ; la veille et l'analyse du secteur de la solidarité internationale et enfin l'appui et le renforcement des ONG françaises.

Priorité stratégique de plaidoyer pour Coordination SUD, la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) par la France est suivie par la commission ODD, espace d'échanges et d'analyse qui vise à :

- Rendre visible et pérenniser la place de la société civile française dans la mesure et le contrôle de la prise en compte des ODD dans la politique de développement durable et de solidarité internationale de la France
- Veiller à l'intégration des ODD et de l'impératif de cohérence des politiques publiques qu'ils impliquent dans les stratégies, approches et politiques publiques françaises relatives à la solidarité internationale et au développement durable, qu'elles soient sectorielles ou transversales
- Permettre aux membres et partenaires de Coordination SUD de partager leurs analyses et leur expertise sur les évolutions en cours en matière de suivi, de prise en compte et de mise en œuvre des ODD afin de proposer des recommandations et de traduire l'universalité des ODD dans les cadres stratégiques et dans les actions
- Elaborer les positions de Coordination SUD sur le suivi et la mise en œuvre des ODD, la cohérence des politiques pour le développement et leur prise en compte dans la politique de développement et de solidarité internationale française

Contact : Nicolas Paris – paris@coordinationsud.org

« Le Sénat français précisait que les nombreuses fonctions du CGDD justifiait une « augmentation d'un million d'euros de sa dotation prévue » pour 2021 ».

Dans l'édition 2021 du rapport onusien sur les « Progrès vers les Objectifs de développement durable » publié en avril dernier, les auteurs commencent par souligner qu'avant même la pandémie de Covid-19, les progrès vers la réalisation des objectifs ne se matérialisaient pas assez rapidement pour être atteints d'ici 2030, et étaient même en recul, voire dans certains domaines au point mort¹.

Afin de porter des propositions en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030, il convient de s'informer quant aux modalités de mise en œuvre au sein de pays proches de la France. Ce document visera donc à analyser deux cas, ceux de la France et de l'Espagne. En effet, si la France semble présenter un retard important dans le portage politique et institutionnel de cet Agenda, le gouvernement espagnol a pour sa part mis en œuvre ces dernières années de nombreuses mesures afin d'intégrer les ODD dans ses politiques publiques. La comparaison de ces deux cas pourrait faire émerger des suggestions que défendraient les organisations de la société civile afin de porter au mieux les objectifs de l'Agenda 2030 en France.

Ce document vise donc à nourrir une discussion afin d'élaborer un positionnement commun aux organisations membres de Coordination SUD sur les modalités institutionnelles du portage des ODD. À cette fin, il présentera tout d'abord les institutions chargées de la mise en œuvre des ODD dans les deux pays, pour ensuite comparer les plans d'action élaborés ainsi que le suivi de ces politiques et leur présence dans le débat public.

¹ Focus 2030 (2021), [Rapport des Nations Unies en amont du Forum politique sur la mise en œuvre des objectifs du développement durable](#), Juillet.

1. L'ESPAGNE DISPOSE D'INSTANCES MAJEURES SPÉCIALISÉES DANS LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030, CONTRAIREMENT À LA FRANCE

EN 2021, LA FRANCE DISPOSE SEULEMENT DE DEUX INSTANCES POUR LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030

Le Commissariat général au développement durable (CGDD)

Le Commissariat général au développement durable dépend du ministère de la Transition Écologique et Solidaire et possède plusieurs fonctions :

- Préparer les délibérations du Comité interministériel pour le développement durable (CIDD), en assurer le suivi et veiller à la mise en œuvre des actions d'évaluation, de formation et de communication
- Élaborer des recommandations et apporter son soutien aux démarches, initiatives et projets de développement durable des administrations, des collectivités territoriales et des acteurs économiques
- Animer et coordonner l'action des hauts fonctionnaires au développement durable
- Animer, coordonner et organiser la préparation et la réalisation des politiques d'adaptation et de lutte contre l'effet de serre.

Dans son rapport sur le Projet de loi de finances pour 2021, le Sénat français précisait que les nombreuses fonctions du CGDD justifiait une « augmentation d'1 million d'euros de sa dotation prévue » pour 2021 (soit 15,36 millions d'euros)².

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

Si l'INSEE est impliqué dans la production et la coordination des données avec les services statistiques des différentes administrations, il est impossible de dire que cette organisation est spécialisée sur la thématique de la réalisation de l'Agenda 2030.

EN ESPAGNE, IL EXISTE PLUSIEURS INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030³.

Le ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030

Le ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030 est créé en 2020 à la suite de l'intégration en un seul département des compétences sociales du ministère de la Santé, de la Consommation et du Bien-être social et de celles de la présidence du gouvernement sur les objectifs de développement durable.

² Sénat (2020), *Projet de loi de finances pour 2021 : Environnement*, Novembre.

³ "Gobernanza". Ministerio de derechos sociales y Agenda 2030. Consulté le 31 mai 2022.
<https://www.mdsocialesa2030.gob.es/agenda2030/gobernanza.htm>

Il est notamment chargé de proposer et d'exécuter la politique du gouvernement en matière de promotion, de suivi et de coopération pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable des Nations unies⁴.

En mars 2021, ce portefeuille a été repris par l'ancienne secrétaire d'État à l'Agenda 2030, Ione Belarra, à la suite du départ du vice-président du gouvernement Pablo Iglesias.*

Le ministère comprend notamment le Secrétariat d'État à l'Agenda 2030 et le Sous-secrétariat aux droits sociaux et à l'Agenda 2030.

- Le Secrétariat d'État espagnol à l'Agenda 2030 est l'organe suprême du ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030 chargé de proposer et d'exécuter la politique du gouvernement de la Nation en matière de promotion, de suivi et de coopération pour la mise en œuvre des ODD. L'actuel secrétaire d'État à l'Agenda 2030 est Enrique Fernando Santiago Romero, nommé le 31 mars 2021⁵.
- Ce secrétariat, qui pourrait être considéré comme l'équivalent du Commissariat général au développement durable (CGDD), représente à lui seul un budget de 22,8 millions d'euros en 2021⁶, contre 15,36 millions d'euros pour le CGDD⁷.

Il comprend également une Direction Générale des Politiques Prioritaires (políticas palancas) pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, chargé de prêter un appui technique au Secrétariat d'État dans ses fonctions et d'évaluer les « políticas palancas » et leur impact⁸.

Commission déléguée du gouvernement pour l'Agenda 2030⁹

La Commission déléguée du gouvernement pour l'Agenda 2030 regroupe 15 ministères dont les compétences ont été définies dans le domaine de l'étude, de la promotion, de la coordination et de la participation à la conception, à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de plans et de stratégies pour la mise en conformité de l'Espagne avec l'Agenda 2030 .

Cette commission permet de générer une large coordination interministérielle et est assistée par un groupe de travail technique, dont la composition est ouverte à la participation de tous les ministères qui composent le gouvernement, conformément aux recommandations formulées par les Nations unies pour intégrer tous les efforts à partir d'une approche inter et multisectorielle.

Il existe en outre un groupe de travail interministériel chargé de préparer les réunions de la Commission déléguée, auxquelles participent tous les ministères pour une coopération technique.

⁴ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), [Real Decreto 452/2020, de 10 de marzo, por el que se desarrolla la estructura orgánica básica del Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030, y se modifica el Real Decreto 139/2020, de 28 de enero, por el que se establece la estructura orgánica básica de los departamentos ministeriales](#), Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, Mars.

⁵ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), [Real Decreto 452/2020, de 10 de marzo, por el que se desarrolla la estructura orgánica básica del Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030, y se modifica el Real Decreto 139/2020, de 28 de enero, por el que se establece la estructura orgánica básica de los departamentos ministeriales](#), Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, Mars.

⁶ Ministerio de derechos sociales y Agenda 2030 (2021), [Presupuestos generales del Estado](#), Janvier.

⁷ Sénat (2020), [Projet de loi de finances pour 2021 : Environnement](#), Novembre.

⁸ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), [Real Decreto 452/2020, de 10 de marzo, por el que se desarrolla la estructura orgánica básica del Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030, y se modifica el Real Decreto 139/2020, de 28 de enero, por el que se establece la estructura orgánica básica de los departamentos ministeriales](#), Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, Mars.

⁹ Presidencia del gobierno (2020), [Real Decreto 399/2020, de 25 de febrero, por el que se establecen las Comisiones Delegadas del Gobierno](#), Février.

Conférence sectorielle pour l'Agenda 2030¹⁰

La Conférence sectorielle pour l'Agenda 2030 est un organe de coopération entre l'administration générale de l'État (central), les communautés autonomes, les villes autonomes de Ceuta et Melilla et l'administration locale, par le biais de la Fédération espagnole des municipalités et des provinces, pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Cette coopération vise à maximiser les connaissances accumulées par les différents niveaux d'administration, à partir de l'exercice des compétences attribuées dans la Constitution et les Statuts d'autonomie.

Son règlement de fonctionnement a également envisagé la création de la Commission sectorielle pour l'Agenda 2030, en tant qu'organe de soutien et de conseil. Les deux organes, la Conférence sectorielle et la Commission sectorielle pour l'Agenda 2030, se sont réunis à deux reprises en juillet et en décembre 2021.

Conseil du développement durable¹¹

Le Conseil du développement durable est un organe consultatif qui rassemble des représentants du monde universitaire, du secteur des affaires, des syndicats, des organisations environnementales, sociales, de défense des droits de l'homme et de la paix, des organisations dans le domaine de la coopération internationale - ainsi que de 13 conseils consultatifs au niveau de l'État.

Ce dernier aspect permet de coordonner les travaux menés dans le cadre du Conseil du développement durable avec ceux générés dans d'autres organes consultatifs sectoriels.

Le Conseil a notamment produit un document de contribution qui se reflète largement dans la stratégie de développement durable de l'Espagne. En outre, une Commission conjointe pour la coordination et le suivi de la stratégie espagnole pour atteindre les objectifs de développement durable, créée au sein du Parlement espagnol, a également participé aux travaux.

Commission mixte pour la coordination et le suivi de la stratégie espagnole pour l'atteinte des Objectifs du développement durable¹²

Organe de soutien parlementaire dans l'effort pour réaliser l'Agenda 2030, cette commission mixte maintient un calendrier régulier de réunions et a accueilli, de février 2020 à mars 2021, un total de vingt et une comparutions de représentants du gouvernement, des communautés autonomes et des entités locales, ainsi que de représentants d'universités, d'instituts de recherche, de plateformes de la société civile, de syndicats et du secteur des entreprises.

¹⁰ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), [Resolución de 19 de enero de 2021, de la Secretaría de Estado para la Agenda 2030, por la que se publica el Acuerdo de la Conferencia Sectorial para la Agenda 2030, por la que se aprueba su Reglamento de Organización y Funcionamiento](#), Février.

¹¹ "Alto Comisionado para la Agenda 2030", Wikipedia. Consulté le 31 mai 2022.
https://es.wikipedia.org/wiki/Alto_Comisionado_para_la_Agenda_2030

¹² "Comisión Mixta para la Coordinación y Seguimiento de la Estrategia Española para alcanzar los Objetivos del Desarrollo Sostenible (ODS)", Congreso de los Diputados. Consulté le 31 mai 2022.
https://www.congreso.es/comisiones?p_p_id=organos&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&organos_selectedLegislatura=XIV&organos_codComision=315

Nombre de ces comparutions s'inscrivent dans le processus de rédaction d'un avis visant à informer et à guider l'exécutif dans le processus de définition de la Stratégie de développement durable 2030, par la définition d'orientations et de recommandations spécifiques. Un avis¹³ a été approuvé le 19 avril.

Cette Commission garantit notamment un contrôle parlementaire sur l'action du gouvernement en termes de mise en œuvre des objectifs de l'Agenda 2030.

Ministère (espagnol) des Affaires extérieures, de l'Union européenne et de la coopération

Si ce n'est pas à proprement parler une institution spécialisée dans la mise en œuvre des objectifs de l'Agenda 2030, le ministère des Affaires extérieures, de l'Union européenne et de la coopération travaille abondamment sur ces thématiques.

Parmi les mesures mises en œuvre à ce niveau, on compte notamment :

- Une augmentation de l'APD de l'Espagne (de 4% en 2019 et de 3,5% en 2020¹⁴)
- La mise en place d'une Stratégie de réponse conjointe de la coopération espagnole à la crise du Covid-19¹⁵ en juillet 2020, qui prévoit notamment la mobilisation de 1,72 milliard d'euros pour répondre à la crise
- Un rapport sur l'appui total de l'Espagne au Développement durable global¹⁶

2. RESPONSABILITE GOUVERNEMENTALE ET REDDITION DE COMPTES

De manière générale, le gouvernement espagnol fait preuve d'une très importante clarté quant à son action en faveur du développement durable. Une seule page web¹⁷ permet par exemple d'avoir accès aux documents et informations majeures du ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030 autour de la thématique des ODD, en particulier sa gouvernance, des indicateurs renouvelés régulièrement, ainsi qu'un suivi régulier des résultats espagnols. Cela permet un suivi facilité pour les citoyens et les organisations de la société civile, et par conséquent une plus grande responsabilité de la part du gouvernement.

¹³ Comisión Mixta para la Coordinación y Seguimiento de la Estrategia Española para alcanzar los Objetivos de Desarrollo Sostenible (2021), [Dictamen de la ponencia de estudio de la definición de la estrategia de desarrollo sostenible Comisión Mixta para la Coordinación y Seguimiento de la Estrategia Española para alcanzar los Objetivos de Desarrollo Sostenible \(ODS\) marzo – abril 2021](#), Février.

¹⁴ L'APD espagnole ne représente cependant que 0,32% de son RNB en 2021. Le gouvernement a fait part de sa volonté d'atteindre 0,5% à la fin de la présente législature (décembre 2019-2023, en l'absence d'une dissolution du Congrès des députés).

¹⁵ Gobierno de España (2020), [Estrategia de respuesta conjunta de la cooperación española a la crisis del COVID-19. Afrontando la crisis para una recuperación transformadora](#), Juillet.

¹⁶ Gobierno de España (2021), [Informe 2019. Apoyo total de España al desarrollo sostenible global. AOD Y Otros Flujos Oficiales \(TOSSD\)](#), Mars.

¹⁷ "Documentos", Ministerio de Derechos sociales y Agenda 2030. Consulté le 1er juin 2022.
<https://www.mdsocialesa2030.gob.es/agenda2030/documentos.htm>

LES RAPPORTS DE PROGRÈS ANNUELS ESPAGNOLS

En 2019¹⁸, 2020¹⁹ et 2021²⁰, le gouvernement espagnol a publié des rapports de progrès annuels extrêmement détaillés. Ces documents comprenaient, entre autres éléments :

- Un état des lieux de la situation, aux niveaux socio-économique, environnemental, international, tout en prenant en compte la crise du Covid à partir de 2020.
- Un suivi de la mise en œuvre des « políticas palancas », prenant en compte les avancées, les réussites et les résultats, en détaillant la législation correspondant à chaque objectif.
- Le détail des mécanismes et instruments de coordination, expliquant notamment leurs fonctions, leur structure, le travail effectué par chacune des structures. Sont notamment mise en avant :
 - La Commission déléguée du gouvernement pour l'Agenda 2030
 - La Conférence sectorielle pour l'Agenda 2030
 - La Commission sectorielle pour l'Agenda 2030
 - Le Conseil du Développement Durable
 - Les actions mises en œuvre aux niveau local (notamment autonome)
 - Les engagements des différents secteurs (entreprises, société civile, etc.)

ÉTAT DES LIEUX DE LA FRANCE AU REGARD DES ODD

En France, seul un document du même type a été publié depuis l'adoption de la feuille de route en 2019. Le 15 septembre 2021, le Commissariat général au développement durable (CGDD) a publié son État des lieux de la France au regard des Objectifs du développement durable²¹.

Si ce document témoigne d'une bonne volonté de la part du CGDD, les manques de moyens et de connaissance des ODD en France se font cruellement ressentir. Le rapport reste trop superficiel comparé à ses équivalents espagnols. Il revient notamment sur les 5 premiers des 6 grands enjeux définis par la France dans sa stratégie nationale de développement durable, indiquant si leur mise en œuvre est « sur la bonne voie », « à améliorer » ou si des progrès importants sont attendus. En outre, la dimension internationale n'est pas abordée, notamment du fait de l'absence de participation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, démontrant une difficulté du gouvernement français à travailler de manière transversale à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

REVUE NATIONALE VOLONTAIRE²²

Dans le cadre de ses mécanismes de suivi et d'examen, le Programme 2030 pour le développement durable encourage les États membres à « procéder à des examens réguliers et inclusifs des progrès accomplis aux niveaux national et infranational, qui soient dirigés et pilotés par les pays ». Ces examens nationaux (ENV) sont censés servir de base aux examens réguliers du forum politique de haut niveau (FPHN). Les examens réguliers du HLPF doivent être volontaires, menés par les États, entrepris par les pays développés et en développement, et impliquer de multiples parties prenantes.

¹⁸ Gobierno de España (2019), *Informe de progreso. La implementación de la Agenda 2030 en España*, Novembre.

¹⁹ Gobierno de España (2020), *Reconstruir lo común. La implementación de la Agenda 2030. Informe de progreso 2020*, Juillet.

²⁰ Gobierno de España (2021), *Informe de progreso 2021 y estrategia de desarrollo sostenible 2030*, Juillet.

²¹ Ministère de la Transition écologique et solidaire (2021), *État des lieux de la France 2020. Transformer la société par les Objectifs du développement durable*, Septembre.

²² "Voluntary National Reviews", Sustainable development knowledge platform. Consulté le 1^{er} juin 2022.
<https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/>

L'Espagne a présenté une revue nationale volontaire en 2018²³ et en 2021²⁴ là où la France n'en a présenté aucune depuis 2016.

3. L'AGENDA 2030 DANS LES PROGRAMMES ÉLECTORAUX

Il convient également de regarder rapidement les programmes des élections majeures de ces deux pays afin de déterminer à quel point ces sujets sont au cœur du débat public. Cela permet d'apporter des éléments d'explication aux résultats du sondage mené par Focus 2030, selon lequel seuls 11% des Français prétendent savoir ce que sont les « objectifs de développement durable des Nations unies » contre 53% qui ne le savent pas.

La comparaison portera ici sur les programmes électoraux des quatre partis majoritaires espagnols à l'occasion des élections générales de 2019, et français à l'occasion des élections présidentielles de 2017 ou 2022, en fonction de la disponibilité des programmes. Nous constatons ainsi que quasiment aucun parti majeur ne fait mention des ODD dans son programme en France, là où seule l'extrême droite espagnole n'y fait pas référence.

Espagne (élections générales de 2019)

Partis ayant obtenu les meilleurs scores aux dernières élections	Nombre de mentions des ODD ou de l'Agenda 2030 dans leurs programmes
PSOE	5
Partido Popular	1
VOX	0
Unidas Podemos	3
Total au sein des 4 partis majoritaires en 2017	9

France (élections présidentielles de 2017 ou 2022)

Partis ayant obtenu les meilleurs scores aux dernières élections	Nombre de mentions des ODD ou de l'Agenda 2030 dans leurs programmes
En Marche (2020)	0
Rassemblement National (2017)	0
Les Républicains (2017)	1
La France Insoumise (2017/2022)	0
Total au sein des 4 partis majoritaires en 2017	1

²³ Gobierno de España (2018), [Spain's report for the 2018 voluntary national review](#)

²⁴ Gobierno de España (2021), [Informe de progreso 2021 y estrategia de desarrollo sostenible 2030](#), Juillet.

4. LES RÉSULTATS EN TERMES DE MISE EN ŒUVRE DES ODD

UN SCORE GLOBAL À NUANCER FORTEMENT

Il convient de mettre ces mesures en perspective avec les résultats obtenus par les deux modèles. Tout d'abord, la France, du fait notamment d'une situation socio-économique plus favorable²⁵, possède une légère avance dans la mise en œuvre des ODD. En 2022, le score²⁶ de la France au regard du SDG Index²⁷ était de 81,2, contre 79,9 pour l'Espagne²⁸. Cependant, ces chiffres doivent être nuancés pour deux raisons principales.

Tout d'abord, la progression de l'Espagne à partir de l'impulsion des réformes autour de l'Agenda 2030 est bien plus importante que celle de la France dans le même temps, et ce avec des ressources globales inférieures. Ainsi, le score de l'Espagne a augmenté de 6% entre 2018²⁹ et 2022³⁰, soit 4,5 points de plus. Dans la même période, le score de la France est resté le même. En 2020, le PIB de la France était pourtant de 2103,1 milliards d'euros, contre seulement 1212,7 milliards pour l'Espagne³¹. Les moyens des deux pays pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sont donc bien différents.

Le retard de la France s'illustre également à travers l'*International Spillover Index* (ISI). Cet outil mesure les impacts transfrontaliers générés par un pays sur les autres, qui peuvent à leur tour compromettre les capacités de ces derniers à atteindre les ODD³². Sur cet aspect, l'Espagne a un impact bien moins négatif sur l'atteinte des ODD au niveau international que la France, avec un score de 66,9 en 2022, contre 57,8 pour la France³³. Ainsi, l'écart entre la France et l'Espagne est de 1,3 points au regard du SDG Index, contre 9,1 points pour l'ISI. Si la France a une légère avance sur l'Espagne en termes intérieurs, elle est largement plus impactante que l'Espagne en termes de politique extérieure au regard de la réalisation de l'Agenda 2030 dans les pays tiers.

²⁵ En 2020, le PIB par habitant (en standard de pouvoir d'achat) de la France était de 30.800 euros, contre 25.600 pour l'Espagne.

²⁶ Il s'agit d'une note sur 100 (100 représentant le meilleure score et 0 le pire).

²⁷ L'indice et les tableaux de bord des ODD rassemblent les données disponibles pour 149 pays afin d'évaluer la situation de chaque pays en 2016 par rapport à la réalisation des ODD. L'indice SDG classe les pays en fonction de leur performance sur 17 objectifs. Le tableau de bord des ODD utilise un diagramme à feux de circulation pour évaluer où se situe un pays par rapport à chacun des 17 ODD. Il aide les pays à identifier les priorités pour des actions rapides et montre que chaque pays est confronté à des défis majeurs pour atteindre les ODD.

²⁸ Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2022), [Sustainable Development report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond](#), Juin.

²⁹ Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2018), [SDG Index and dashboards 2018. Global responsibilities. Implementing the goals](#), Juillet.

³⁰ Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2022), [Sustainable Development report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond](#), Juin.

³¹ Insee (2021), [Produit intérieur brut des pays de la zone euro. Données annuelles de 2010 à 2020](#), Juillet

³² Le *Spillover Index* mesure les impacts transfrontaliers générés par un pays sur les autres, qui peuvent à leur tour compromettre les capacités de ces derniers à atteindre les ODD. L'indice de débordement couvre les débordements financiers (par exemple, le secret financier, le transfert de bénéfices), les impacts environnementaux et sociaux incorporés dans le commerce et la consommation (par exemple, les émissions de CO2 importées, les menaces de biodiversité importées, les accidents du travail incorporés dans le commerce), et la coopération en matière de sécurité et de développement (APD, exportations d'armes). L'APD est un exemple de retombées positives. Les scores doivent être interprétés de la même manière que le score de l'indice SDG : de 0 (mauvaise performance, c'est-à-dire des retombées négatives importantes) à 100 (bonne performance, c'est-à-dire aucune retombée négative importante). Pour permettre les comparaisons internationales, la plupart des indicateurs de retombées sont exprimés en termes par habitant.

³³ Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2022), [Sustainable Development report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond](#), Juin.

AU NIVEAU DES OUTILS, UNE ESPAGNE BIEN PLUS SÉRIEUSE

Les outils de mise en œuvre des ODD prennent également en compte d'autres aspects des politiques publiques nationales. Sur ces points, la France semble être une plus mauvaise élève que l'Espagne.

Les ODD ou l'Agenda 2030 était bien présents dans le budget national 2021 de l'Espagne, ainsi que dans le plan de relance national qui a fait suite à la crise du Covid. En revanche, ils ne l'étaient pas dans ceux de la France. L'Agenda 2030 est donc bien moins intégré de façon transversale dans les politiques publiques en France qu'en Espagne.

CONCLUSION

Cette note a permis de mettre en avant des différences importantes dans le portage des ODD entre la France et l'Espagne. Les instances dédiées à cette tâche sont bien plus importantes en Espagne qu'en France. Cet écart est également très visible au niveau de la reddition de compte et de la responsabilité gouvernementale. Conséquemment, si le score global de la France au regard des ODD est encore meilleure que celui de l'Espagne, il doit être fortement relativisé au vu du manque d'appropriation des ODD dans le débat public français, ainsi que des carences importantes dans la prise en compte de l'agenda 2030 dans la politique étrangère de la France.

C'est pourquoi, pour faire suite à cette analyse, Coordination SUD publie également une note de position de la Commission ODD. Celle-ci propose plusieurs pistes pour un meilleur portage de l'Agenda 2030 dans les politiques publiques françaises.



COORDINATION SUD

RASSEMBLER & AGIR
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**Rassembler et agir
pour la Solidarité internationale**

14, Passage Dubail 75010 Paris
Tél. : + 33 1 44 72 93 72
www.coordinationsud.org